

## **Les méthodes changent, l'objectif reste : renverser Hugo Chávez**

**Janette Habel**

En 2008 l'élection de Barack Obama avait suscité un réel espoir. Certains pensèrent qu'une nouvelle donne était à l'ordre du jour en Amérique latine. Oubliés l'appui aux dictatures, les désastres du consensus de Washington et des politiques néo-libérales, les complots de la CIA, les tortures de Guantánamo, les bavures de l'armée américaine en Irak. La poignée de mains d'Obama avec Hugo Chávez lors du V<sup>o</sup>Sommet des Amériques à Trinidad-Tobago en avril 2009, la pédagogie du président vénézuélien offrant à Barack Obama le célèbre livre d'Eduardo Galeano semblaient inaugurer une ère de coopération entre le nord et le sud du continent. Mais sans doute l'Obamania planétaire était-elle démesurée. La mise en ligne par le site WikiLeaks de centaines de milliers de documents diplomatiques permet de confirmer ce que deux ans de pouvoir laissaient craindre : hormis des changements d'image et de communication la continuité politique l'emportait sur la rupture.

Comme le constate l'essayiste Christian Salmon : « Pour tous ceux qui avaient cru déceler dans son élection à la présidence des États-Unis la promesse d'un nouveau paradigme dans les relations internationales, la déception est cruelle<sup>311</sup> » Il rappelle à ceux qui l'avaient oublié que les intérêts stratégiques nord-américains se jouent des alternances et des présidents, fussent-ils noirs et d'origine populaire. Les talentueux conseillers en communication du président américain ont assuré l'élection de cette « star politique de l'âge numérique<sup>312</sup> » dans une conjoncture particulière, alors que le prestige des États-Unis était terni par la présidence de George Bush. Mais les techniques de marketing aussi perfectionnées soient-elles ne peuvent dans la durée combler le décalage énorme entre l'image et la réalité politique. Après son échec aux élections de mi-mandat aux États-Unis en novembre 2010 le président Démocrate a déclaré « qu'il ne faut pas négliger le marketing, les relations publiques et l'opinion publique » laissant entendre que sa défaite électorale sévère serait due à un déficit de communication. Cette conception médiatique de la politique éclaire singulièrement le sens du fameux « Yes we can », simple slogan publicitaire.

Deux ans après son entrée à la Maison Blanche Barack Obama a dilapidé l'essentiel de son crédit auprès des Latino-américains et le leadership des États-Unis s'est érodé. La continuité l'a emporté sur le changement. Les promesses électorales n'ont pas été suivies d'effets. La première d'entre elles – la fermeture de la base de Guantánamo – ne sera pas réalisée. Contraint après l'élection de Rafael Correa en Équateur de quitter la base militaire stratégique de Manta, le Pentagone a conclu un accord avec le gouvernement colombien qui lui permet d'utiliser 7 bases militaires dans ce pays qui partage une frontière commune d'environ 2 000 km avec le Venezuela.

Après l'échec du coup d'État contre Hugo Chávez en 2002, deux autres tentatives de putsch ont eu lieu au Honduras (juin 2009) et en Équateur (2010) contre des présidents démocratiquement élus. La première au Honduras a réussi, légitimée en dernière instance grâce à Washington, la deuxième a échoué. Le président hondurien Manuel Zelaya était accusé par les putschistes de vouloir violer la constitution afin de pouvoir briguer un deuxième mandat. Or l'on sait aujourd'hui que les accusations à l'encontre de Manuel Zelaya

---

<sup>311</sup> Christian Salmon, *Le Monde* 5/6 dec 2010.

<sup>312</sup> *Le Monde* 5-6/12/2010.

étaient infondées. Dans le texte révélé par Wikileaks<sup>313</sup>, l'ambassade des États-Unis au Honduras reconnaît qu'il n'a « jamais été démontré que le président Zelaya ait enfreint la loi » et affirme que l'argument selon lequel il voulait se perpétuer au pouvoir était « une pure supposition ». Le document révèle que les arguments employés par Micheletti, les militaires et les politiques putschistes « n'ont pas de valeur substantielle » et ajoute que « certains sont ouvertement faux ».

Le rapport considère que plusieurs des mesures exécutées par les putschistes furent « clairement illégales » comme le fait que « les militaires ont chassé Zelaya du pays sans autorité pour le faire », ce qui « a violé de multiples garanties constitutionnelles, dont l'interdiction d'expatriation, la présomption d'innocence et le droit à un procès légal ». Pourtant Washington a encouragé puis avalisé des élections frauduleuses dans le pays tandis que la résistance se pressait autour de l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa où le président Zelaya s'était réfugié. Pour l'administration Obama l'évaluation des droits de l'homme n'est pas même un préalable à la discussion sur le retour du pays centraméricain au sein de l'Organisation des États américains (OEA). Pourtant la Charte démocratique de l'OEA adoptée en 2001 lui recommandait d'intervenir en cas d'altération de l'ordre démocratique dans un de ses États membres. L'OEA n'a donc pas respecté sa Charte lors du coup d'État au Honduras.

Depuis la prise de fonction du gouvernement de Porfirio Lobo issu du putsch, Human Rights Watch (HWR) a recensé 47 attaques dont 18 assassinats de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme ou d'opposants, et la violence et l'impunité continuent. Les relations et l'aide financière au régime de Lobo ont été rétablies. L'intervention dans la crise hondurienne d'un groupe de sénateurs Républicains favorables au coup d'État ont bien montré que le Pentagone et les secteurs les plus conservateurs imposent toujours leurs solutions.

Est-ce à dire que rien n'a changé depuis la diplomatie de la canonnière ? Si la stratégie est la même les changements tactiques et les modalités d'intervention sont différentes. La pratique des interventions militaires directes comme lors du renversement d'Arbenz au Guatemala (1954) des débarquements des Marines comme à Cuba lors de la Baie des Cochons (1961), en République dominicaine ou à Grenade se fait rare.

Elle n'a pas disparu, mais les nouveaux rapports de forces rendent sa réalisation plus difficile. Au cours des années récentes deux tentatives de putschs sur trois ont échoué. Certes ce n'est pas la première fois dans l'histoire que l'on observe les « modalités changeantes de l'hégémonie des États-Unis<sup>314</sup> » : il suffit de comparer la politique d'Eisenhower et celle de JF Kennedy, celle de J. Carter et celle de R. Reagan. Certains analystes estiment qu'avec la fin de l'Union soviétique et de la guerre froide et la disparition de la menace cubaine « le sous-continent n'est plus une priorité pour l'administration américaine<sup>315</sup> », en charge de deux guerres sous d'autres cieux. Mais ce constat n'est vrai que tant que les intérêts commerciaux ou sécuritaires de Washington ne sont pas menacés. Les tentatives de coup d'État des dernières années se sont produites dans des pays où les intérêts américains étaient en danger.

La « diplomatie marketing » visant à vendre les États-Unis comme une marque avait été initiée par Colin Powell. Elle a été renforcée par l'administration Obama pour gagner « la bataille des cœurs et des esprits » et les opinions publiques mondiales. Son inspiratrice, Charlotte Beers, affirmait devant le Congrès américain « nous devons élargir notre audience au-delà des gouvernements et des élites. Et nous devons mobiliser chaque individu qui peut

---

<sup>313</sup> Cf. le texte de Wikileaks émanant de l'ambassade états-unienne au Honduras : <http://cablegate.wikileaks.org/cable/2009/07/09TEGUCIGALPA645.html>

<sup>314</sup> Alain Rouquié, *Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances*, Éditions de l'Institut des Amériques, Paris 2009, Préface p.7.

<sup>315</sup> Alain Rouquié, *Ibid.* Préface p.7.

parler positivement au nom des États-Unis<sup>316</sup> ». Ce qu'il faut comprendre aussi comme un appel à se mobiliser contre les adversaires, ceux qui parlent négativement du gouvernement nord-américain. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les rapports USA/Venezuela.

De nombreux observateurs oublient souvent que vu de Washington le Venezuela appartient au périmètre de sécurité des Caraïbes. Lors de son voyage mouvementé en Amérique latine en 1955, le vice-président des États-Unis Richard Nixon avait évoqué le projet d'une Fédération des Caraïbes qui devait regrouper les 5 républiques d'Amérique centrale, plus le Panama, Cuba, Haïti, la République dominicaine mais également le Venezuela). Au passif des relations entre les deux États il faut ajouter la Légion du mérite (la plus haute récompense décernée à des dignitaires étrangers) attribuée par le président Eisenhower au dictateur vénézuélien Marcos Pérez Jiménez (1952-1958) alors que le président vénézuélien en exil Rómulo Betancourt était abandonné à son sort. Lors de sa tournée en Amérique latine en 1958, Nixon et son épouse avaient failli être lynchés par une foule déchainée à Caracas<sup>317</sup>. À la même époque la Maison Blanche avait aussi soutenu le dictateur cubain Fulgencio Batista (1952-1958) en lui fournissant des armes et le vice-président Nixon lui avait rendu hommage en le comparant à Abraham Lincoln. Ces antécédents historiques et le contexte géopolitique constituent la toile de fond de l'accession au pouvoir de Hugo Chávez. La diplomatie pétrolière de Chávez sur le plan régional et international, la mise sur pied d'une nouvelle alliance énergétique dans les Caraïbes avec PetroCaribe, la coopération privilégiée avec Cuba, la Bolivie et l'Équateur (entre autres) dans le cadre de l'ALBA, le rapprochement avec la Chine et la Russie et la proposition d'un monde multipolaire ne pouvaient que susciter l'hostilité de l'administration américaine pour qui récupérer les immenses ressources pétrolières vénézuéliennes, infiniment plus proches des côtes américaines que le lointain Moyen Orient, est un objectif stratégique.

Ajoutons que le gouvernement vénézuélien contribua fortement en 2005 – avec le Brésil – à faire échouer le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA en espagnol) un projet cher à l'ex président George Bush. Dans le passé, le président Truman avait déjà souhaité construire un projet interaméricain d'intégration commerciale, « un hémisphère fermé dans un monde ouvert<sup>318</sup> ». En prenant la tête de la fronde latino-américaine Hugo Chávez contribua non seulement au report du projet ALCA mais il initia aussi la longue marche du sous-continent vers son unité. Certes les obstacles sur la voie d'une intégration latino-américaine sont encore considérables mais la mise sur pied de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), un contrepois important à l'Amérique du Nord, est un pas en avant dans ce sens. « À travers ce projet l'autre Amérique se donne des institutions régionales spécifiques dont les États-Unis et le Canada sont exclus, de même que le Mexique et les pays de l'isthme », témoignant ainsi d'une indépendance accrue des États de l'ensemble de la région souligne Alain Rouquié<sup>319</sup>.

En novembre 2009, le Conseil de Défense de l'UNASUR avait permis la signature d'une résolution comportant de nombreuses mesures. Elle prévoyait l'échange d'informations sur les systèmes de défense, les accords signés et les manœuvres programmées ; la coopération en matière de lutte contre les trafics et le terrorisme ; des garanties que les accords de coopération en matière de défense souscrits par les membres de l'UNASUR contiennent une clause de non intervention dans les affaires intérieures des autres membres. Cet « exercice de diplomatie collective autour d'un agenda de sécurité » dont les États-Unis ne font pas partie peut mettre en porte-à-faux les orientations de la diplomatie nord-américaine dont l'ingérence

---

<sup>316</sup> *Le Monde* 5/6 décembre 2010.

<sup>317</sup> Stephen Rabe *Eisenhower and Latin America : the foreign Policy of anticommunism*, Chapel Hill, University of North Carolina, 1988.

<sup>318</sup> Alain Rouquié Ibid. p.8.

<sup>319</sup> A. Rouquié, Ibid.

est souvent justifiée par les problèmes sécuritaires<sup>320</sup> commente le politologue Olivier Dabène.

Confrontée à cette situation, l'administration américaine avait mis en oeuvre une stratégie axée sur la confrontation directe dans un premier temps (tentative de coup d'État, grève générale de l'entreprise pétrolière PVDSA pour paralyser le pays). Après l'échec de ces tentatives, elle a cherché à déstabiliser le régime de l'intérieur en réorganisant l'opposition, affaiblie par ses échecs et ses divisions. Mais unifier des opposants en les transformant en porte-drapeau de la défense de la démocratie et des droits de l'homme contre « la dictature » se heurte aux rapports de force sociaux et à la réalité politique fortement clivée du pays. L'appui des catégories sociales les plus pauvres à Hugo Chávez ne s'est pas démenti et la crédibilité des privilégiés de l'ancien régime est faible auprès des soutiens du président vénézuélien. Même s'il est tenu secret par Washington qui refuse de préciser les noms des bénéficiaires<sup>321</sup>, le financement des groupes d'opposition par le biais de (USAID) ou le (NED) est connu. Il vise à récupérer l'influence américaine perdue depuis 10 ans tant sur le plan électoral et politique qu'au sein de l'armée.

La diabolisation du régime de Hugo Chávez s'appuie sur un triple dispositif : la dénonciation d'un « pouvoir non démocratique » et son corollaire, la prise de contrôle des médias, la complicité avec le terrorisme (les FARC colombiennes) et le narcotrafic, le tout devant conduire à l'isolement du régime et à sa défaite. C'est ainsi que le nouvel ambassadeur américain Larry Palmer incitait publiquement à rechercher des guérilleros des FARC sur le territoire vénézuélien, provoquant en 2010 une nouvelle crise diplomatique entre les deux pays. La campagne de dénonciation du contrôle des médias par Hugo Chávez est récurrente<sup>322</sup>. (29 mai 2007). La réponse ne fait aucun doute selon les patrons de presse vénézuéliens : le président du pays, M. Hugo Chávez « bride la liberté de la presse », (BBC, 30 mars 2008). Après tout, n'a-t-il pas donné l'ordre de « fermer 34 médias d'opposition » (Le Figaro, 3 août 2009) prenant, ainsi, le « contrôle » de tout le secteur (3 août 2009) ?

Pourtant une enquête – réalisée par le cabinet AGB Panamerica de Venezuela Medicion S.A. filiale vénézuélienne du groupe Nielsen Media Research International – auprès de 1 000 foyers représentatifs, montre que les chiffres sont d'une remarquable constance. En janvier 2000, les chaînes publiques recueillaient 2,04 % de l'audience, contre 80,79 % pour les chaînes privées (opposées au gouvernement d'Hugo Chávez pour la majorité d'entre elles) et 17,17 % pour la télévision à péage. En septembre 2010, la part des chaînes publiques était passée à 5,4 %, celle des chaînes privées à 61,42 % et celle de la télévision à péage à 33,14 %. Cette dernière a bénéficié du non-renouvellement de la concession de la chaîne RCTV dont elle diffuse les séries, très populaires.

On trouvera rarement des accusations équivalentes concernant le gouvernement hondurien de Lobo, dont RSF dénonçait en 2010 « la criminalisation des médias d'opposition et des radios communautaires devenue une sinistre norme depuis le coup d'État<sup>323</sup> ». La défense des droits de l'homme par l'administration américaine et ses remontrances démocratiques sont bien à géométrie variable. Accusé de complicité avec le terrorisme, le gouvernement vénézuélien est présenté comme un tremplin pour le narcotrafic, refusant de coopérer avec la DEA (Agence américaine de lutte contre la Drogue) dans la lutte contre les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Démentant ces affirmations, l'Office national antidrogue du Venezuela (ONA) a fait état en 2010 de l'arrestation de 17 narcotrafiquants recherchés par Interpol<sup>324</sup>. Il

---

<sup>320</sup> Olivier Dabène, *Amérique latine Political Outlook 2009*, Sciences Po, [www.opalc.org](http://www.opalc.org)

<sup>321</sup> *Center for Economic and Policy Research*, 12/9/2008 « US should disclose its funding of opposition groups in Bolivia and other Latin American countries »

<sup>322</sup> valise diplomatique < <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/> > 14 décembre 2010.

<sup>323</sup> *Le Monde* 23/12/2010.

<sup>324</sup> *Barómetro Internacional*, 21 octobre 2010, Diego Olivera.

souligne par ailleurs que la drogue n'est pas produite au Venezuela, qu'elle vient de Colombie, principal fournisseur de marijuana et de cocaïne, mais également du Pérou, deuxième producteur de cocaïne après la Colombie. Des télégrammes diplomatiques américains obtenus par Wikileaks, ont confirmé la présence au Pérou de cartels mexicains et colombiens<sup>325</sup>. Un expert antidrogue qui voyage régulièrement dans la vallée du VRAE<sup>326</sup> assure que les militaires péruviens contrôlent les routes du trafic, et considère que « l'implication de certains officiers dans les négoce illicites de la région est plausible ». Mais comme le gouvernement colombien, le gouvernement péruvien est un allié de Washington et bénéficie de la bienveillance de son administration. Alors que les États-Unis sont les plus importants consommateurs mondiaux de drogue, l'administration américaine concentre ses efforts sur les pays dont elle combat les dirigeants en privilégiant la répression. À l'inverse les gouvernements latino-américains – à commencer par son allié mexicain – lui demandent d'agir sur la consommation intérieure, de contrôler les flux financiers de blanchiment de l'argent et d'interdire la vente libre des armes et leur circulation à ses frontières. La volonté des États-Unis d'isoler Caracas du reste du continent a jusqu'alors fait long feu. Les tensions frontalières, très fortes lors de la présidence d'Alvaro Uribe, se sont atténuées depuis l'élection du nouveau président Santos. L'agro-business et les industriels colombiens ne sont pas prêts à sacrifier leurs échanges commerciaux avec le Venezuela (environ 3 milliards de dollars) pour un hypothétique renversement de Hugo Chávez. La normalisation des relations entre les deux gouvernements, quelque soient leurs antagonismes futurs, éloigne les risques de conflits qui pourraient faciliter l'ingérence de Washington. Les relations interaméricaines ont changé. Mais l'affaiblissement relatif, économique et politique, de la grande puissance du nord n'exclut pas des tournants brutaux et la tentation de maintenir sa domination grâce à sa suprématie militaire.

---

<sup>325</sup> *Le Monde* 14/12/2010.

<sup>326</sup> Vallée des rivières Apurimac